



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°574 du 29 avril au 5 mai 2026

OBSERVATOIRE DE LA PAIX
LE TEMPS DES PREUVES

AIGLES DU MALI
LA PAGE SAINTFIET TOURNÉE



SÉCURITÉ

LIAISONS DANGEREUSES

Les attaques coordonnées du 25 avril 2026 ont frappé plusieurs points stratégiques du Mali. Elles consacrent surtout la jonction entre le GSIM et le FLA, deux forces aux objectifs distincts mais désormais liées par des intérêts communs. De gauche à droite : Assimi Goïta, Algabass Ag Intalla (FLA) et Iyad Ag Ghali (JNIM/GSIM).

GRATUIT

Ne peut être vendu

CANAL+

ROYAL!

AVEC L'APP CANAL+
LE VRAI ROI C'EST VOUS !



DU 13 AU 30 AVRIL

TOUTES LES CHAÎNES
OFFERTES*

+ DSTV ENGLISH PLUS

POUR TOUS LES ABONNÉS ACTIFS
& SEULEMENT SUR L'APP CANAL+



TELECHARGEZ L'APP ET ACTIVEZ GRATUITEMENT VOTRE COMPTE
INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT

ÉDITO

Attaques : Les scènes de crime exposées

Au Mali, après chaque attaque, les lieux frappés cessent rapidement d'être seulement des zones d'intervention pour devenir des espaces ouverts, parfois investis avant leur sécurisation complète. Les événements du 25 avril à Bamako, Kati et dans la zone de Sénou s'inscrivent dans une réalité déjà observée lors d'attaques précédentes. Dans les premières heures, tout se joue, dans un enchaînement rapide. Les forces de sécurité interviennent, les blessés sont évacués, les informations circulent. Autour des sites touchés, des déplacements et des présences s'observent dans un climat encore instable. Ces lieux ne sont pas uniquement des points d'impact. Ils contiennent des traces essentielles. Leur exploitation exige un contrôle rapide des accès et une organisation rigoureuse des périmètres afin de préserver les indices. Lorsque cette sécurisation tarde, les scènes se transforment. Des objets sont déplacés, des indices perturbés et certaines personnes perçues comme suspectes sont prises à partie hors de tout cadre judiciaire. D'un événement à l'autre, le même schéma apparaît : intervention, présence humaine, puis transformation progressive des sites. Une partie des éléments utiles à l'enquête disparaît ou devient difficilement exploitable. Ce manque de préservation influence ensuite les investigations et limite souvent la portée des résultats rendus publics. Dans le même temps, les informations sur les auteurs et les suites judiciaires restent peu développées dans l'espace public. Ce décalage se répète et démontre plus que jamais la nécessité impérieuse de sécuriser les lieux et préserver rapidement les scènes comme sources fiables d'enquête. Au final, c'est la manière dont ces lieux sont protégés après l'attaque qui conditionne la solidité des faits établis et les suites données aux investigations.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

419 milliards

C'est le montant, en francs CFA, de la progression du solde commercial du Mali au quatrième trimestre 2026.

ILS ONT DIT...

• « Aucun doute que la crise profonde que vit le Mali est le résultat d'une gouvernance qui a failli depuis des décennies, avec laquelle nous n'avons pas pu rompre jusqu'à présent. Ce choc doit nous amener à la questionner encore plus. Pourquoi n'y arrivons-nous pas ? » **Konimba Sidibé, ancien ministre malien**, le 29 avril 2026, à propos des attaques du 25 avril 2026 au Mali.

• « Ces événements douloureux rappellent l'urgence d'une réponse africaine coordonnée et souveraine face à la menace terroriste. La solidarité africaine doit se traduire par des mécanismes opérationnels permanents de défense et de sécurité collectifs ». **Laurent Gbagbo, ancien Président ivoirien**, le 27 avril 2026 à propos des attaques contre le Mali du 25 avril 2026.

RENDEZ-VOUS

6 - 7 mai 2026 :

Mozambique Mining and Energy Conference and Exhibition, Maputo (Mozambique)

7 - 10 mai 2026 :

Village créatif Bogolan Indigo et Musée du coton, dans le cadre du FEPAC, Bacodjicoroni (Bamako)

10 mai 2026 :

Match FC Barcelone - Real Madrid, championnat espagnol

11 mai 2026 :

Concert d'Ousmane Maï, « Hommage à Bob Marley », Maison des jeunes de Kati

UN JOUR, UNE DATE

1^{er} mai 1890 : Première célébration de la fête du Travail, ou Journée internationale des travailleurs, par la II^{ème} Internationale socialiste.



Au Sénégal, les députés ont adopté le 28 avril une modification de la loi électorale qui pourrait permettre de lever l'inéligibilité du **Premier ministre Ousmane Sonko**.



La CPI a fixé la condamnation d'**Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud** à 7 millions d'euros, dans le cadre des crimes commis à Tombouctou entre 2012 et 2013, le 28 avril 2026.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Président de la Transition, le 28 avril 2026, aux côtés de la mère de Sadio Camara, ministre de la Défense tué lors de l'attaque de sa résidence à Kati, le 25 avril 2026.

ATTAQUES COORDONNÉES : VERS UNE RECOMPOSITION INQUIÉTANTE DU PAYSAGE SÉCURITAIRE

Des attaques simultanées d'une ampleur inédite ont frappé plusieurs villes du Mali le 25 avril 2026. En plus du choc militaire et politique, cette offensive révèle une évolution majeure : la coopération assumée entre groupes jihadistes et séparatistes, incarnée par l'alliance entre le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et le Front de libération de l'Azawad (FLA).

MOHAMED KENOVI

Le Mali a connu le 25 avril 2026 l'une des journées les plus critiques de son histoire sécuritaire récente. À l'aube, des attaques coordonnées d'une rare violence ont visé simultanément plusieurs centres stratégiques du pays, de Bamako à Kidal, en passant par Kati, Sévaré, Mopti, Konna et Gao. Si les forces armées maliennes ont réussi à contenir l'offensive dans plusieurs zones, le choc est considérable, tant par son ampleur que par sa portée symbolique et stratégique. Selon les informations recueillies, les premières détonations ont été entendues aux alentours de 5 heures du matin dans la capitale et sa périphérie, notamment à Kati, ville-garnison névralgique au cœur du dispositif militaire malien. Des combats ont éclaté à proximité d'installations militaires et autour de l'aéroport international Modibo Keita. Dans le centre du pays, notamment à Sévaré et Konna, des affrontements ont également été signalés. Au nord, la situation a pris une tournure encore plus significative avec la prise de Kidal par les combattants du FLA, marquant un retour dans cette ville stratégique qu'ils avaient perdue trois ans auparavant. Selon le Chef d'état-major général des FAMA, l'armée s'est repositionnée à Anéfis - localité située à une centaine de kilomètres au sud de Kidal - et reste donc présente dans la région. Le bilan humain de cette vague d'attaques coordonnées est difficile à établir avec précision actuellement, mais plusieurs victimes civiles et

militaires sont à déplorer, parmi lesquelles le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Général Sadio Camara, tué lors d'une attaque contre sa résidence à Kati.

Ampleur sans précédent Ce qui distingue ces attaques des précédentes, ce n'est pas seulement leur intensité, mais surtout leur degré de coordination. Jamais auparavant une offensive n'avait mobilisé un nombre aussi important de combattants et une logistique aussi complexe, ciblant simultanément des villes éloignées de plusieurs centaines de kilomètres. Pour Yacouba Sogoré, analyste sécuritaire, cette évolution ne traduit pas nécessairement un changement de stratégie de fond, mais plutôt une montée en puissance opérationnelle : « en réa-

En plus de l'événement en lui-même, les attaques du 25 avril pourraient marquer un tournant dans la dynamique du conflit au Mali.

lité, la stratégie des groupes armés n'a pas changé. Seulement, ce qui a peut-être changé c'est l'envergure, la complexité et aussi le nombre de combattants engagés ». L'expert insiste également sur le caractère minutieux de l'opération, qui soulève des interrogations sur ses soutiens éventuels. « La simultanéité et la coordination des attaques sur des centres stratégiques comme Kati et Bamako démontrent une opération très minutieuse et très professionnelle. Cela nécessite des questionnements sur l'existence de mains invisibles derrière cette stratégie », soutient-il.



Des assaillants circulant à moto dans une ruelle de Kati, lors de l'attaque coordonnée du 25 avril 2026 contre plusieurs points stratégiques du Mali.

Outre l'aspect militaire, cette offensive démontre les vulnérabilités du dispositif sécuritaire, notamment en matière de renseignement et d'anticipation. Toutefois, comme le souligne Yacouba Sogoré, ces défaillances ne sauraient être imputées à un seul acteur, les services de renseignement s'inscrivant dans un système plus large d'alerte et de coordination.

Une alliance aux racines anciennes L'autre fait marquant de ces attaques réside dans la collaboration entre le GSIM et le FLA. Une alliance qui, bien que surprenante en apparence, s'inscrit dans une continuité historique. Pour Bréhima Ely Dicko, enseignant-chercheur et spécialiste des questions sécuritaires, cette convergence n'a rien d'inédit. « En vérité, moi je ne suis pas surpris par cette alliance. Les passerelles existent depuis 2012 entre les deux camps. Ce n'est que de la récurrence », avance-t-il. Selon lui, les liens personnels et géographiques entre les leaders des deux mouvements,

notamment leur ancrage commun à Kidal, facilitent ces rapprochements. Toutefois, ce qui change aujourd'hui c'est le degré de formalisation de cette coopération. Selon plusieurs sources, un accord aurait été conclu dès mars 2025 entre les deux groupes, avec pour objectif d'éviter les divisions observées lors de la crise de 2012. Cet accord prévoirait une répartition des rôles en cas de conquête terri-

toriale, le FLA étant chargé de l'administration urbaine, tandis que le GSIM conserverait une influence sur les zones rurales. Un expert des mouvements jihadistes souligne également que cette alliance inclut des éléments structurants tels que l'application de la Charia, la mise en place de juges communs, le partage de compétences militaires et la coordination stratégique.

Convergence d'intérêts L'alliance entre le GSIM et le FLA repose sur un paradoxe : elle unit deux organisations aux objectifs profondément différents. D'un côté, un mouvement jha-

REPÈRES

Mars 2025 :

Premières discussions pour un rapprochement entre le JNIM et le FLA

25 avril 2026 :

Attaques coordonnées du JNIM et du FLA sur plusieurs villes

Riposte des FAMA :

Plusieurs centaines d'assaillants neutralisés

diste poursuivant un projet politico-religieux fondé sur l'instauration de la Charia ; de l'autre, un groupe séparatiste revendiquant une autonomie territoriale pour « l'Azawad ». Cette convergence repose avant tout sur l'existence d'adversaires communs, à savoir les autorités maliennes et leurs partenaires russes, comme l'a expliqué Jean-Hervé Jezequel, Directeur du projet Sahel à International Crisis Group, chez nos confrères d'une agence de presse étrangère. Face à cette situation, l'alliance apparaît comme une stratégie pragmatique, fondée sur des intérêts immédiats plutôt que sur une vision idéologique partagée. Elle permet au FLA de renforcer ses capacités mi-

à frapper au cœur du pouvoir. Malgré l'ampleur de l'offensive, les forces maliennes ont réussi à contenir les attaques dans plusieurs zones, empêchant les assaillants d'atteindre leurs objectifs stratégiques. Néanmoins, les pertes humaines et l'impact psychologique de ces événements soulignent la fragilité persistante de la situation sécuritaire.

Une nouvelle phase ? En plus de l'événement en lui-même, les attaques du 25 avril pourraient marquer un tournant dans la dynamique du conflit au Mali. Elles illustrent une évolution vers des opérations plus complexes, mieux coordonnées et potentiellement plus déstabilisatrices. Pour Bréhima Ely Dicko, la facilité apparente avec laquelle ces attaques ont été menées appelle à une réflexion approfondie : « des décisions doivent être prises pour qu'il n'y ait pas d'autres attaques, au moins à court terme ». Si l'alliance entre le GSIM et le FLA, désormais matérialisée sur le terrain, repose aujourd'hui sur des intérêts convergents, son évolution à moyen terme est incertaine. Mais une chose est sûre : elle redéfinit les contours du conflit malien et complique davantage la recherche d'une solution durable. Face à cette menace, la question de la réponse se pose avec acuité. Si certains estiment que l'approche militaire a atteint ses limites, d'autres, à l'image de Yacouba Sogoré, considèrent qu'elle reste incontournable. « La réponse, elle est d'abord militaire, quoi qu'on dise. À côté de l'action militaire, d'autres initiatives peuvent être menées et cela a toujours été le cas », estime l'analyste sécuritaire. Pour lui, en adoptant une Charte pour la paix et la réconciliation et en créant un Observatoire pour sa mise en œuvre, le gouvernement a déjà ouvert une porte au dialogue. ■

Implications multiples Les attaques du 25 avril s'inscrivent également dans une stratégie plus large visant à affaiblir l'État malien sur plusieurs fronts. Selon Yacouba Sogoré, elles pourraient être liées à une logique d'asphyxie économique et logistique, notamment en lien avec des perturbations dans l'approvisionnement en carburant. « Ces attaques étaient déjà planifiées au même moment que le blocus sur le carburant. Mais, en raison de la réponse prompte et énergique du gouvernement, ils ont réajusté ce plan pour frapper maintenant en comptant sur l'effet surprise », analyse-t-il. Cette combinaison d'actions militaires et de pression économique traduit une volonté d'éroder progressivement les capacités de l'État, tout en envoyant un signal fort sur la capacité des groupes armés

3 QUESTIONS À



YACOUBA SOGORÉ

Analyste sécuritaire

1 Les attaques du 25 avril 2026 marquent-elles un changement de nature dans la stratégie des groupes armés ?

À mon avis, nous sommes toujours dans la phase aiguë de cette crise. La stratégie des groupes armés n'a pas changé. Ce qui a peut-être changé, c'est l'envergure, la complexité et aussi le nombre de combattants engagés. Je parlerais aussi de la coordination avec le FLA, même si cela a, en quelque sorte, déjà été le cas en 2012.

2 Que traduit la simultanéité des attaques sur plusieurs villes ?

Cela démontre avant tout une opération très minutieuse. Cela appelle des questionnements sur l'existence de « mains invisibles » derrière la mise en œuvre de cette stratégie, hautement professionnelle. En de pareilles circonstances, beaucoup vont pointer du doigt les services de renseignement, alors qu'en la matière il faut être très prudent. Les services de renseignement ne sont qu'une composante du système d'alerte précoce.

3 Face à la recrudescence de ces attaques, les réponses actuelles vous semblent-elles adaptées ?

Beaucoup disent que la réponse militaire a montré ses limites. Je considère cela comme une grave erreur. La réponse doit d'abord être militaire, quoi qu'on dise. Les autres dimensions - locales, économiques et sociales - de la crise ont toujours été prises en compte, mais elles sont souvent difficilement applicables sur le terrain.

MORT DU GÉNÉRAL SADIO CAMARA : LE MALI PERD UN PILIER DE SON APPAREIL SÉCURITAIRE

Figure centrale de la Transition et artisan du renforcement des Forces armées maliennes, le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Général de corps d'armée Sadio Camara, a été tué lors des attaques du 25 avril 2026. Selon des sources officielles, il sera élevé au rang de Général d'armée à titre posthume. Retour sur le parcours d'un officier influent, dont l'empreinte marquera durablement l'appareil sécuritaire du pays.

MOHAMED KENOUI



Le Général Sadio Camara est tombé les armes à la main.

La disparition tragique et brutale du Général Sadio Camara intervient dans un contexte de crise sécuritaire aiguë, au moment même où il incarnait la ligne de fermeté du pouvoir face aux groupes armés. Né le 22 mars 1979 à Kati, le Général Camara appartient à cette génération d'officiers formés dans un Mali déjà

confronté aux défis sécuritaires du Nord. Issu de l'École militaire interarmes de Koulikoro (EMIA), dont il sort Major de sa promotion, il s'impose rapidement comme un officier rigoureux et discipliné. Très tôt déployé dans le Nord, aux côtés du Général El Hadj Gamou jusqu'en 2012, il participe aux opérations dans une zone devenue l'épicentre

des tensions sécuritaires. Encadreur respecté au sein de la Garde nationale, il se forge une réputation de soldat exigeant, apprécié pour son sens du devoir et son engagement. Sa carrière est marquée par une progression constante au sein de la hiérarchie militaire, ponctuée par des formations à l'international, notamment aux États-Unis, en Russie et en Chine, qui contribuent à élargir sa vision stratégique.

Un architecte de la montée en puissance des FAMA
L'ascension de Sadio Camara prend une dimension décisive avec l'avènement de la Transition, dirigée par le Général d'armée Assimi Goïta. Nommé ministre de la Défense, il

devient l'un des principaux artisans de la refondation de l'outil militaire national. Sous son impulsion, les Forces armées maliennes (FAMA) connaissent une transformation marquée par le renouvellement des équipements, l'acquisition de matériels mieux adaptés aux réalités opérationnelles et le renforcement progressif des capacités aériennes. Sadio Camara joue également un rôle central dans la redéfinition des partenariats stratégiques du Mali, notamment à travers le renforcement de la coopération avec la Russie. La disparition du Général Sadio Camara laisse un vide important au sommet de l'appareil sécuritaire malien. Pour beaucoup, il restera comme l'un des principaux bâtisseurs du nouveau militaire du pays. Sa mort, survenue en pleine crise, rappelle la vulnérabilité persistante des institutions face à une menace sécuritaire toujours en mutation. ■

CHRONOLOGIE DES VAGUES D'ATTAQUES COORDONNÉES AU MALI (2022-2026)

Sous la Transition, le Mali fait face à une stratégie de harcèlement inédite, marquée par des assauts terroristes simultanés sur plusieurs fronts. Cette chronologie retrace les vagues d'attaques majeures ayant frappé les centres névralgiques du pays depuis 2022.

22 avril 2023 : Triple assaut coordonné par véhicules piégés contre l'aéroport de Sévaré et les positions militaires de Nampala. L'attaque vise spécifiquement les infrastructures et les partenaires militaires russes.

1er juillet 2025 : Offensive éclair contre sept localités de l'Ouest, touchant pour la première fois des zones stables comme Kayes et Nioro. Cette vague visait à paralyser les corridors économiques vers le Sénégal et la Mauritanie.

22 juillet 2022 : Attaques simultanées contre des camps militaires de Kati, Douentza, Koro, Sévaré, Bapho, Kolokani et Ségou. Le JNIM démontre pour la première fois sa capacité à frapper les verrous sécuritaires de la capitale.

17 septembre 2024 : Opération commando synchronisée contre l'École de Gendarmerie de Faladié et la Base aérienne de l'aéroport de Sénou. Un bilan humain et matériel lourd brisera le sentiment de sécurité totale à Bamako.

25 avril 2026 : L'attaque la plus massive, frappant simultanément Bamako, Kati, Gao, Kidal, Sévaré, Mopti et Konna. Elle marque le début d'une alliance tactique inédite entre les jihadistes du JNIM et les rebelles du FLA (Front de libération de l'Azawad).

KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

T M 1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

CHARTRE POUR LA PAIX : LES PREMIERS ACTES DE L'OBSERVATOIRE ATTENDUS

Créé par décret présidentiel N°2025-0734/PT-RM du 31 octobre 2025, l'Observatoire de la paix et de la réconciliation nationale a été installé, après la nomination de ses membres intervenue le 2 mars 2026. Huit semaines plus tard, l'organe est en place sur le plan institutionnel, mais ses premières productions sont peu visibles dans l'espace public.

MASSIRÉ DIOP

Rattaché à la Présidence de la République, l'Observatoire est dirigé par l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maïga, avec le Général Mody Berethé comme Vice-Président. Il regroupe 30 membres issus de l'administration, du monde religieux, du secteur sécuritaire et de la société civile. La liste publiée fait apparaître 5 femmes, soit environ 17% de l'effectif, un niveau en deçà du quota de 30% prévu par la loi N°2015-052 relative à la représentation dans les instances nominatives et électives, dans un ensemble où les profils issus des grands centres urbains paraissent majoritaires.



Remise de la **Charte pour la paix et la réconciliation nationale** au Président de la Transition.

plusieurs éléments sont établis. En effet, l'Observatoire est juridiquement créé, ses membres sont nommés et son

aux processus antérieurs, notamment le défunt Accord pour la paix et la réconciliation de 2015, ou issus de courants critiques de la Charte, n'apparaissent pas dans la liste publiée. Les modalités de participation des acteurs de terrain ne sont pas précisées, qu'il s'agisse de médiateurs locaux, d'associations de victimes, de déplacés ou d'organisations communautaires. Les mécanismes de remontée des informations depuis les zones affectées ne sont pas rendus publics. Pourtant, dans d'autres expériences, les dispositifs de suivi se sont appuyés sur des outils accessibles pour rendre compte de leur action. En Colombie, le mécanisme de suivi de l'accord de paix repose sur l'évaluation de centaines d'engagements et sur la publication régulière de rapports permettant de mesurer les avancées et les retards. Cette méthode donne une lisibilité aux engagements et facilite leur évaluation.

Enjeux Au Mali, la mise en place de l'Observatoire intervient alors que les enjeux de cohésion sociale sont étroitement liés à la situation sécuritaire. Les événements récents, marqués par les attaques du 25 avril, ont

EN BREF

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES : UNE HAUSSE DE 2,9% EN 2025

Selon le rapport publié le 27 avril 2026 par le SIPRI, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 2,9% en 2025, atteignant 2 887 milliards de dollars. Cette progression marque la onzième année consécutive de hausse, même si elle reste inférieure à celle de 2024, qui était de 9,7%, et constitue la plus faible augmentation depuis 2021. Sur la décennie 2016-2025, les dépenses militaires mondiales ont progressé de 41%. Leur part dans le PIB mondial est passée de 2,4% en 2024 à 2,5% en 2025, tandis que leur part moyenne dans les dépenses publiques mondiales s'établissait à 6,9%, contre 7,0% l'année précédente. Les dépenses par habitant ont atteint 352 dollars. Malgré une baisse aux États-Unis, premier pays dépensier, la hausse s'est poursuivie en Europe, en Asie et en Océanie, avec +9,2% hors États-Unis. En Afrique, elles ont augmenté de 8,5%, à 58,2 milliards de dollars, notamment au Nigeria, où elles ont bondi de 55% en raison du réarmement et de l'insécurité. ■

rappelé la fragilité de ces équilibres et la place du dialogue dans la gestion des tensions. Près de deux mois après son installation, l'Observatoire se trouve à un moment déterminant. Bien que son existence institutionnelle soit établie, ses productions ne sont pas encore visibles. Dans un dispositif centré sur le suivi, la publication d'analyses, de rapports ou de recommandations constitue un indicateur attendu de son entrée en activité. À cet effet, force est de reconnaître que la Charte pour la paix lui confie un rôle précis. Sa crédibilité dépendra désormais de la capacité à produire des éléments concrets et lisibles dans les prochaines semaines. ■



MAHAMADY TOGOLA

« Les jeunes sont de véritables acteurs de solutions »

Cet entretien avec Mahamady Togola, Coordinateur national de WANEP-Mali, analyse la place des jeunes dans les mécanismes de prévention des conflits. Il souligne la nécessité de structurer leur engagement pour transformer leur potentiel en levier réel de stabilité.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUVI

La jeunesse est-elle suffisamment intégrée à la prévention des conflits au Mali ?

Il existe des avancées notables, comme les Comités Consultatifs de Sécurité (CCS) créés par le décret N°2019-041/PM-RM. Toutefois, la pratique révèle des limites : la participation est souvent symbolique, marquée par un manque de représentativité réelle et une coordination insuffisante entre les jeunes pour porter des positions communes et influentes.

Que manque-t-il pour faire des jeunes de véritables acteurs de paix ?

Il manque un environnement favorable structuré, offrant des opportunités concrètes et un accompagnement dans la durée. À WANEP, le programme Y-TEaM (Youth Transformation Empowerment and Mentorship) prouve, par le mentorat et l'expérience pratique, que les jeunes ne sont pas seulement des bénéficiaires, mais de véritables acteurs de solutions. Lorsque le Conseil National de la Jeunesse est impliqué, il démontre une réelle capacité à jouer un rôle d'interface entre populations et autorités.

L'absence d'un cadre national « Jeunesse, Paix et Sécurité » est-elle une faiblesse ?

C'est une faiblesse importante. Bien que la Politique Nationale de la Jeunesse 2023-2027 traduise une volonté d'investir dans ce domaine, les initiatives restent dispersées. L'absence d'un Plan d'Action National spécifique empêche une cohérence globale, la coordination des interventions et le suivi de l'impact réel des actions menées.

Quels sont les risques d'une faible association des jeunes aux réponses sécuritaires ?

Le risque principal est le sentiment d'exclusion qui peut fragiliser la cohésion sociale et rendre les jeunes vulnérables à la radicalisation. Il existe également un manque à gagner économique et créatif immense. Enfin, si l'on n'intègre pas la diversité des jeunes - femmes, ruraux, personnes en situation de handicap - on risque de renforcer les inégalités. Une jeunesse accompagnée devient, à l'inverse, un levier de paix durable. ■

Sa crédibilité dépendra désormais de la capacité à produire des éléments concrets et lisibles dans les prochaines semaines.

Mandat Le mandat est défini de manière précise. L'Observatoire doit suivre la mise en œuvre de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation, évaluer les progrès, identifier les obstacles et formuler des recommandations aux autorités. Il n'intervient pas dans l'exécution des politiques publiques, mais dans l'analyse et l'orientation stratégique, à travers des rapports et des avis destinés à éclairer la décision. Cette mise en place s'inscrit dans une continuité institutionnelle. Le Mali a déjà connu des mécanismes de dialogue et de suivi, notamment la Commission Vérité, justice et réconciliation et le Comité de suivi de l'Accord. L'Observatoire reprend une partie de leurs fonctions, avec une portée élargie à la cohésion sociale et à l'accompagnement politique de la paix.

installation est effective. En revanche, aucune feuille de route détaillée n'a été rendue publique, aucun calendrier d'activités n'est communiqué et aucun rapport n'a encore été diffusé. De plus, aucun point de presse régulier ni support accessible ne permet pour l'heure de suivre l'évolution de ses travaux. En outre, la question de ses moyens n'est pas documentée publiquement. Pour l'instant, aucun élément ne précise les ressources financières, les équipes permanentes ou l'existence d'un dispositif technique structuré. Dans un organe fondé sur le suivi et l'évaluation, la capacité de production dépend directement de l'organisation et des outils mobilisés.

Représentation Par ailleurs, la composition soulève également des interrogations sur l'inclusivité des voix représentées. Les profils associés

Fonctionnement Pour autant, à la fin du mois d'avril 2026,



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com

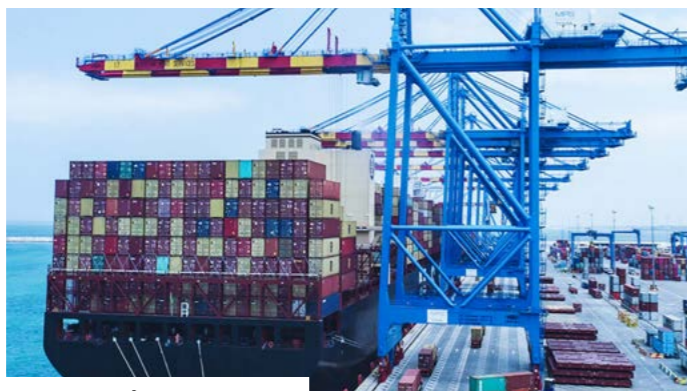


MALI - GHANA : LA ROUTE VIA TEMA GAGNE DU TERRAIN

Le Mali cherche à diversifier ses axes d'approvisionnement, dominés par Dakar et Abidjan. La route via Tema, en passant par le Burkina Faso, s'inscrit progressivement dans les flux commerciaux, portée par des investissements logistiques et des besoins d'ajustement du transport régional.

FATOUMATA MAGUIRAGA

La coopération engagée entre le Conseil malien des chargeurs et l'Autorité des chargeurs du Ghana s'inscrit dans cette évolution. Elle vise à adapter les échanges aux réalités du transport, en tenant compte des délais, des coûts et des contraintes qui affectent la chaîne logistique. Les dispositifs prévus portent sur le partage d'informations commerciales, l'assistance aux opérateurs et la conduite d'études conjointes afin d'améliorer la circulation des marchandises. L'axe Tema - Ouagadougou - Bamako apparaît comme une alternative en progression. Les ports de Tema et de Takoradi disposent de capacités renforcées à la suite d'investissements récents. L'extension du port de Tema a porté sa capacité à environ 3,7 millions de conteneurs, pour un coût estimé à près de 1,5 milliard de dollars, avec des équipements destinés à réduire les délais de traitement. À l'intérieur du territoire ghanéen, le projet du terminal logistique de Boankra, situé près de Kumasi, vise à fluidifier le transit vers les pays enclavés. Des projections évoquent des économies logistiques



Le port de Tema, au Ghana.

pouvant atteindre 14% via Tema et jusqu'à 48% via Takoradi sur certains segments.

Défis Les flux commerciaux maliens restent majoritairement orientés vers les ports de Dakar et d'Abidjan, qui concentrent respectivement environ 70% et 20% des importations. Cette répartition repose sur des circuits établis de longue date. Les données commerciales traduisent cet écart. Le Ghana figurait parmi les partenaires

Capacité port de Tema :

3,7 millions de conteneurs

Importations maliennes via Ghana (3^e T 2025) :

14 184 600 000 FCFA

contre

plus de 142 milliards pour la Côte d'Ivoire et plus de 136 milliards pour le Sénégal. Plusieurs contraintes continuent de freiner la montée en puissance de cet axe. Les frais de surestaries, les contrôles routiers répétés, les exigences liées aux charges à l'essieu ainsi que les délais de dédouanement influencent les coûts et les temps de transit. Des facteurs sécuritaires affectent également certaines portions. Dans l'espace ouest-africain, plusieurs ports cherchent à capter une part plus importante des flux en direction du Sahel, notamment ceux de Lomé et de Cotonou. La diversification des accès maritimes constituera ainsi un levier pour mieux répartir les flux et réduire la dépendance à un nombre limité de corridors. ■

EN BREF

ÉNERGIE SOLAIRE : UNE CROISSANCE RECORD EN 2025

La croissance record de la production d'énergie solaire au plan mondial a permis, pour la première fois depuis cinq ans, de freiner la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. C'est l'une des conclusions du Rapport mondial sur la production d'électricité publié par Ember le 21 avril. Selon le « Global Electricity Review 2026 », la croissance record de l'énergie solaire a permis aux sources d'énergie propre de se développer suffisamment vite pour faire face à la croissance de la demande d'électricité en 2025, empêchant ainsi l'augmentation de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. C'est la première fois depuis 2020 qu'il n'y a pas d'augmentation de la production à partir des fossiles et seulement la cinquième fois depuis le début du siècle. La Chine et l'Inde, principaux acteurs de cette production à partir d'énergie fossile, ont enregistré une baisse de cette production en 2025. Dans ces deux pays, la croissance du solaire a permis de couvrir l'augmentation de la demande d'électricité, stoppant ainsi l'augmentation de la production d'énergie fossile. La Chine a enregistré plus de la moitié de la croissance mondiale de la capacité et de la production d'énergie solaire en 2025, avec une part du solaire et de l'éolien qui a atteint 22% dans le mix énergétique. ■

Afrique de l'Ouest L'oignon au cœur des enjeux du commerce intrarégional

En Afrique de l'Ouest, le commerce intrarégional repose essentiellement sur les produits alimentaires. Au cœur de ces échanges, l'oignon occupe une place importante, mais les circuits demeurent largement dominés par l'informel. Produit central du commerce sous-régional, l'oignon fait l'objet d'échanges dont environ 69% transitent par des réseaux informels. En avril

2026, l'Association nigérienne des producteurs, transformateurs et distributeurs d'oignons avait suspendu ses expéditions vers le Ghana à la suite de tensions commerciales, avant un retour à la normale après règlement du différend. Cet épisode illustre la fragilité d'un commerce encore très dépendant des circuits non formels, souligne Ecofin Agency. Selon un rapport du Club

du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) et de l'OCDE, l'oignon joue un rôle central dans l'intégration des marchés alimentaires en Afrique de l'Ouest. Il occupe le huitième rang des produits alimentaires les plus échangés dans la sous-région, derrière l'huile de palme, les bovins vivants, les poissons congelés, les cubes de bouillon, le maïs, le riz et le café instantané. Malgré cette importance, le

produit reste dominé par le secteur informel, qui représente 69% des flux régionaux. Le Niger est le principal fournisseur, avec environ 68% des exportations régionales, sur un volume de production estimé à près de 2 millions de tonnes. Le Bénin, le Burkina Faso et le Nigeria figurent aussi parmi les autres pays exportateurs. ■

MANGUE : UNE FILIÈRE STRATÉGIQUE CONFRONTÉE À DES DÉFIS

Avec une capacité de production d'environ 600 000 tonnes, la filière mangue, qui génère près de 10 milliards de FCFA par an, reste stratégique pour l'économie malienne. Mais elle demeure confrontée à de nombreux défis, notamment les pertes post-récolte et les contraintes liées au transport.



FÊTE DU 1ER MAI : UNE CÉLÉBRATION CONTRARIÉE

Plusieurs syndicats ont décidé de surseoir à la célébration de la fête du Travail, ce 1er mai 2026. Cette décision est motivée par la situation que traverse le pays depuis les attaques survenues le 25 avril 2026. Si les syndicats évoquent la nécessité d'un sursaut collectif, cette suspension intervient dans un contexte où des revendications sociales mettaient à mal le pacte social.

FATOUMATA MAGUIRAGA



L'UNTM a annulé ses festivités du 1er mai en raison du contexte sécuritaire.

Dans un communiqué rendu public le 28 avril 2026, l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) a décidé d'annuler toutes les festivités prévues pour la commémoration de la Journée internationale des travailleurs le 1er mai 2026. Cette annulation est justifiée par la situation que vit le Mali depuis les attaques coordonnées qui ont visé plusieurs localités samedi dernier. « Une décision prise dans un esprit de responsabilité et de patriotisme, afin de donner la priorité à la réflexion, à l'unité nationale et à la défense de la Patrie », précise le communiqué. Pour Bassaro Haïdara, Secré-

taire chargé de la Communication à l'UNTM, les travailleurs doivent profiter de cette annulation pour méditer sur le retour de la paix, parce que « quand le pays va mal, les travailleurs en payent le prix ». C'est donc

Quand le pays va mal, les travailleurs en payent le prix.

pour permettre au pays de continuer à fonctionner que les travailleurs sont appelés à réfléchir ensemble pour sa stabilité, condition sans laquelle rien n'est possible. Avant l'UNTM, la plateforme syndicale regroupant la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM),

la Confédération malienne du Travail (CMT) et la Confédération démocratique des travailleurs du Mali (CDTM) avait annulé son défilé unitaire, prévu dans le cadre de la célébration de la fête du Travail, dans un communiqué le 27 avril 2026. Tout en adressant sa compassion aux victimes, la plateforme avait réaffirmé son « attachement indéfectible à la paix, à la solidarité nationale et à l'unité du peuple malien ».

Front social tendu Cette suspension des festivités du 1er mai intervient dans un contexte tendu entre les syndicats et les autorités. En effet, la Synergie des syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre a déposé un préavis de grève de 72 heures, du 13 au 15 mai 2026. Le regroupement syndical demande la satisfaction de plusieurs points de revendication, parmi lesquels le redéploiement

des détenteurs de licence dans l'enseignement secondaire. Reprochant au gouvernement la rupture du dialogue sur le sujet, les syndicats signataires ont remis sur la table d'autres points de revendication, convenus lors de précédents accords. ■

EN BREF

MGF ET MARIAGES D'ENFANTS : LE MALI PARMIS LES PAYS LES PLUS TOUCHÉS



Rendu public le 27 avril 2026, le rapport de l'ACERWC dresse un état des pratiques néfastes contre les filles en Afrique. Le Mali y figure parmi les pays où les mutilations génitales féminines (MGF) et les mariages d'enfants restent les plus répandus. Adopté en décembre 2025, le rapport du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant examine dix pays, dont le Mali, à travers les lois, les politiques publiques, l'accès à la justice, les données disponibles et les dispositifs de protection. Il se concentre sur deux pratiques : les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants, considérés comme des atteintes aux droits, à la santé, à l'éducation et à la dignité des filles. Au Mali, le rapport cite une prévalence des mutilations génitales féminines de 89% chez les femmes de 15 à 49 ans. Dans 92% des cas, l'excision intervient avant l'âge de 10 ans. Le mariage des enfants reste massif : 53,7% des filles sont mariées avant 18 ans et 15,9% avant 15 ans. Le cadre juridique demeure incomplet. Le Code des personnes et de la famille fixe l'âge du mariage à 16 ans pour les filles, avec une possibilité dès 15 ans sous conditions. De plus il n'existe toujours pas de loi spécifique à la lutte contre les mutilations génitales féminines. Le rapport associe cette situation aux normes sociales, à la pauvreté, à l'insécurité et aux difficultés d'application des lois. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

TOMBOUCTOU : LA FAO APPUIE LES MÉNAGES AGRICOLES ET PASTORAUX VULNÉRABLES

Dans la région de Tombouctou, la FAO a inclus des ménages agricoles et pastoraux vulnérables dans un projet d'urgence destiné à préserver la production alimentaire et les moyens d'existence ruraux. Mis en œuvre entre janvier 2025 et mars 2026, avec l'appui financier de l'Autriche, le projet cible également ciblé la région de Gao. À Tombouctou, l'appui a porté sur des transferts monétaires, des semences maraîchères, de l'engrais organique, des outils agricoles, des aliments pour bétail, des produits vétérinaires et des équipements liés à l'eau. Des bénéficiaires ont aussi été formés aux bonnes pratiques de production maraîchère, aux techniques de culture hors-sol et en contenants, ainsi qu'à l'organisation des réseaux maraîchers. Ces actions ont contribué à améliorer l'accès à l'alimentation, à l'eau et aux capacités techniques des ménages. ■

HAÏTI : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SOUS PRESSION

L'emprise des gangs et l'affaiblissement des institutions continuent de structurer la situation haïtienne. Le déploiement de la Multinational Security Support (MSS), sous leadership kényan, intervient dans un climat de violences élevées et d'incertitudes politiques, alors que le pays est sans cadre institutionnel stabilisé depuis le 7 février 2026.

MASSIRÉ DIOP



Les gangs continuent de semer la terreur en Haïti.

À Port-au-Prince, les groupes armés contrôlent une part importante de la capitale et de ses axes stratégiques, limitant les déplacements et perturbant l'activité économique. Entre janvier 2025 et mars 2026, plus de 5 500 personnes ont été tuées, tandis que le nombre de déplacés internes dépasse 1,45 million. Les enlèvements, les affrontements et les restrictions de circulation affectent durablement l'accès aux services essentiels, dans un environnement marqué par une insécurité quotidienne. Les gangs contrôlent aussi des routes-clés et imposent des taxes illégales, ce qui perturbe l'approvisionnement de la capitale.

La crise s'étend désormais au-delà de la capitale. Dans l'Artibonite, des violences répétées ont provoqué des massacres et de nouveaux déplacements de population, tandis que la région du Centre connaît une progression des activités des groupes armés. Cette diffusion de l'insécurité complique la réponse des autorités et accentue la pression sur les dispositifs humanitaires. La crise alimentaire s'aggrave. Plusieurs millions de personnes font face à une insécurité alimentaire élevée, selon des données humanitaires d'avril 2026. La réponse internationale s'organise autour de la MSS, autorisée par le Conseil de sécurité en octobre 2023 et déployée sous

leadership du Kenya. Après des retards liés à des contraintes juridiques internes, les premiers policiers kenyans ont été déployés en juin 2024. Le dispositif vise un effectif de 5 500 personnels, pour un financement estimé à plus de 200 millions de dollars. En avril 2026, de nouveaux contingents ont été annoncés, dont des troupes tchadiennes, venant renforcer progressivement le dispositif sans en modifier le commandement. La mission est confrontée à un manque de moyens et d'effectifs, ce qui limite son impact sur le terrain. Sur le plan politique, la transition reste marquée par l'absence d'institutions stabilisées, dans un contexte où l'organisation d'élections demeure conditionnée à une amélioration de la situation sécuritaire. Les autorités évoquent un processus électoral sans calendrier arrêté. Les enfants sont également touchés. Des rapports récents signalent leur implication forcée dans les activités des groupes armés. La situation haïtienne associe ainsi une insécurité étendue, une fragilité institutionnelle et une forte dépendance à l'appui extérieur. La stabilisation du pays repose désormais sur l'efficacité de la mobilisation internationale. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ÉNERGIES FOSSILES : UN SOMMET INÉDIT POUR LA SORTIE

Réunis du 24 au 29 avril 2026 à Santa Marta, en Colombie, plus de 50 pays ont échangé sur la sortie des énergies fossiles lors d'une conférence internationale consacrée à la transition énergétique. Les États participants représentent environ un tiers de la consommation mondiale d'énergie et près d'un cinquième de la production énergétique. Les discussions ont porté sur la réduction progressive du pétrole, du gaz et du charbon, ainsi que sur les moyens d'accélérer le développement des énergies propres. La question du financement a occupé une place centrale. Selon des estimations récentes, les subventions aux énergies fossiles ont atteint environ 1 200 milliards de dollars en 2024, contre 254 milliards pour les énergies propres. Plusieurs pays ont plaidé pour une réorientation de ces ressources. Des enjeux sociaux ont également été soulevés. Des représentants de communautés locales ont alerté sur les impacts des projets énergétiques sur leurs territoires. Ce sommet traduit la volonté manifeste de certains acteurs de structurer la sortie des énergies fossiles à l'échelle internationale. ■

Liban La trêve déjà mise à l'épreuve

Plus de dix jours après le cessez-le-feu du 17 avril 2026, les violences se poursuivent dans le sud du Liban. Les frappes israéliennes ont fait plus de 80 morts côté libanais selon des bilans locaux, illustrant une trêve limitée et contestée. Avant cet accord, l'escalade avait déjà causé un lourd bilan humain. Des rapports humanitaires évoquent plus de 2 000 morts et environ 1,2 million de déplacés, principalement dans les zones frontalières. Malgré la trêve, les retours restent partiels, freinés par les destructions et l'insécurité. Les opérations israéliennes visent des zones où sont signalées des positions du Hezbollah. Plusieurs localités demeurent difficiles

d'accès en raison de la présence militaire et des bombardements récents, ce qui complique l'acheminement de l'aide. La Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) est également affectée. Des incidents ont touché certaines de ses positions, perturbant ses missions de surveillance le long de la ligne de démarcation et occasionnant des pertes en vies humaines. Les autorités libanaises, l'ONU et plusieurs acteurs internationaux dénoncent les violations répétées de la trêve. Les accusations croisées entre Israël et le Hezbollah maintiennent un niveau de tension élevé, avec un risque de reprise des hostilités à plus grande échelle. ■

AIGLES DU MALI : FIN DE MISSION POUR TOM SAINTFIET

Au terme de près de deux années à la tête de la sélection nationale, le technicien belge a été officiellement remercié par la Fédération malienne de football (FEMAFoot), actant la fin de son passage sur le banc des Aigles du Mali.

MOHAMED KENOUI



Tom Saintfiet n'est plus le sélectionneur du Mali.

La page Tom Saintfiet se referme au Mali. La FEMAFoot a officialisé le 28 avril 2026 la fin de la collaboration avec le sélectionneur des Aigles, entérinant une issue pressentie depuis l'élimination en quarts de finale de la CAN 2025, en janvier dernier. Dans une lettre empreinte de reconnaissance, signée par son Président Mahazou dit Baba Cisset, l'instance dirigeante salue un passage marqué par « un engagement constant » et « un professionnalisme exemplaire ». Arrivé en août 2024 pour succéder à Éric Sékou Chelle, le technicien belge aura tenté d'imprimer sa marque dans un environnement parfois jugé exigeant. Malgré une fin de cycle sans trophée, son passage n'a pas été sans effets sur la structuration du groupe et la dynamique sportive de la sélection.

Reconnaissance mutuelle Dans son message d'adieu, publié sur les réseaux sociaux, Tom Saintfiet a exprimé sa « profonde gratitude » envers le peuple malien, soulignant avoir accompli sa mission « avec fierté et engagement ». L'entraîneur a également salué ses joueurs, son staff et les autorités sportives, tout en rendant hommage à la qualité des relations entretenues avec les instances fédérales. Du côté de la FEMAFoot, le ton est resté institutionnel et respectueux. L'instance a insisté sur la contribution du sélectionneur à la consolidation des bases sportives de l'équipe nationale, mettant en avant sa capacité à maintenir la cohésion du groupe et à structurer le travail technique. En plus des résultats, c'est aussi son attachement aux valeurs du sport et son respect pour le Mali qui ont été salués.

Bilan contrasté mais structurant Sur le plan purement sportif, le bilan de Tom Saintfiet présente des éléments contrastés. Pour 17 matchs officiels, il affiche 9 victoires, 6 nuls et seulement 2 défaites, toutes compétitions confondues. Des statistiques solides, qui témoignent d'une certaine stabilité, même si elles n'ont pas suffi à franchir un cap lors des grandes échéances, notamment lors de la Coupe d'Afrique des Nations. Parmi les faits marquants de son passage figure notamment une victoire historique 6 à 0 face à l'Eswatini, la plus large enregistrée par le Mali depuis un demi-siècle. L'entraîneur a également contribué au renouvellement de l'effectif, avec 21 joueurs lancés en équipe nationale A, signe d'une volonté d'élargir la base et de préparer l'avenir.

Succession en marche Dans la foulée de cette séparation, la FEMAFoot a enclenché le processus de recrutement de son successeur. Un appel à candidatures a été lancé avec des exigences élevées : licence CAF Pro ou UEFA Pro, expérience de haut niveau, connaissance du football africain et capacité à porter une vision ambitieuse pour les Aigles. Le futur sélectionneur aura pour mission de qualifier le Mali pour les grandes compétitions internationales et d'atteindre un niveau de performance inédit dans l'histoire du pays. Les candidatures sont attendues jusqu'au 10 mai 2026, avant une phase de présélection et d'entretiens. Une nouvelle ère s'ouvre donc pour les Aigles, avec en ligne de mire l'ambition affirmée de hisser durablement le Mali parmi les grandes nations du football africain. ■

CARTONS DE LA SEMAINE

Arrivé à Leverkusen en janvier 2020 en provenance du Vitória Guimarães (Portugal), le défenseur central burkinabé **Edmond Tapsoba** a prolongé, le 29 avril 2026, son aventure au sein du club allemand. Son contrat, initialement expirant en 2028, a été prolongé de trois ans, jusqu'en 2031.

Suspendu à titre conservatoire depuis décembre 2024 suite à un contrôle positif au melonidium, le joueur de Chelsea, l'Ukrainien **Mykhailo Mudryk**, a été condamné le 29 avril 2026 à une suspension de quatre ans des terrains par la Fédération anglaise, soit jusqu'en décembre 2028. Il s'agit de la sanction maximale.



Le technicien belge lors d'une séance d'entraînement avec les Aigles.

3^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL SOGOBÔ : MASQUES ET MARIONNETTES EN SCÈNE À BAMAKO

La troisième édition du Festival international Sogobô est prévue du 10 au 17 mai 2026 au Musée national du Mali. L'événement met à l'honneur les masques et marionnettes à travers spectacles, expositions et rencontres autour du patrimoine culturel malien.

MOHAMED KENOUI



Les masques et marionnettes seront à l'honneur au festival Sogobô.

Porté par la Compagnie Sogolon, le Festival Sogobô s'inscrit dans une initiative récente visant à structurer et à rendre visibles des pratiques ancrées dans les traditions. Consacré aux masques et aux marionnettes, il rassemble artistes, artisans et chercheurs autour d'un patrimoine transmis de génération en génération dans plusieurs régions du pays, notamment dans les espaces culturels liés au Sogo bô. Les pratiques liées aux marionnettes du Mali figurent parmi les formes d'expression artistique les plus anciennes d'Afrique de l'Ouest, associées à

des fonctions sociales, éducatives et symboliques dans plusieurs communautés. Placée sous le thème « La diversité culturelle, levier de vivre ensemble et de consolidation de l'unité nationale au Mali », cette troisième édition entend réunir différents publics autour d'une programmation dédiée aux expressions culturelles. Le programme prévoit des représentations publiques mettant en scène des masques rituels et des marionnettes, accompagnées de danses et de musiques traditionnelles. Des expositions sont annoncées dans les espaces du Musée national du Mali,

avec la présentation de costumes, de figures et d'objets issus de plusieurs terroirs. Des ateliers de formation et des démonstrations doivent également permettre de présenter les techniques de fabrication et de manipulation, avec la participation de maîtres artisans. Des conférences et échanges sont programmés autour des enjeux de transmission et de conservation des pratiques culturelles. Le festival prévoit aussi l'accueil de troupes étrangères, dans une logique d'échanges artistiques entre différentes traditions. Les préparatifs de cette édition ont fait l'objet de réunions de coordination, notamment au Centre Sogolon à Magnambougou, où les organisateurs ont procédé à la validation du programme et à l'ajustement des aspects logistiques. Cette phase a permis de finaliser une programmation répartie sur plusieurs jours. La tenue de l'événement au Musée national du Mali inscrit ces pratiques dans un cadre institutionnel accessible au public urbain. Les éditions précédentes avaient déjà réuni artistes, professionnels du secteur et visiteurs autour des différentes activités proposées. À travers cette manifestation, les masques et marionnettes sont présentés dans un cadre organisé, associant représentations artistiques, transmission de savoir-faire et valorisation d'un patrimoine culturel inscrit dans les pratiques sociales de plusieurs communautés du Mali. ■

INFO PEOPLE

MARIAM SUR SCÈNE : L'HÉRITAGE DU DUO REVISITÉ



Le 14 mai 2026 à Gand, en Belgique, Mariam, accompagnée de son orchestre, portera sur scène le répertoire du duo Amadou & Mariam, dans une performance très attendue. Ce concert s'inscrit dans la continuité d'une carrière marquée par des titres emblématiques comme Je pense à toi, Les Dimanches à Bamako ou Sabali. La chanteuse devrait proposer une interprétation fidèle à l'esprit du duo, tout en apportant une présence scénique renouvelée. L'orchestre, avec des arrangements riches, accompagnera cette lecture. Le public, attaché à ces classiques, devrait retrouver une énergie intacte, entre émotion et rythmes entraînants, dans un moment présenté comme un hommage vivant à un parcours musical majeur.

KOUYATÉ - SACKO : UNE TOURNÉE AU ROYAUME-UNI



À partir du 7 mai 2026, Bassekou Kouyaté et Amy Sacko entameront une tournée de seize dates au Royaume-Uni, avec une ouverture à Londres, dans le cadre du Songlines Encounters Festival. Le duo se produira notamment à Manchester, Leeds, Bristol, Southampton et Cardiff, dans un format scénique intimiste centré sur le ngoni et la voix, autour de son album Djudjon. Des titres comme Mali Denou ou Djudjon devraient structurer le spectacle, porté par une approche musicale épurée. Les artistes sont attendus pour la finesse de leur interprétation et leur capacité à créer une proximité avec le public, dans une ambiance annoncée comme immersive.

Journal du Mali
L'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUI - Fatoumata
MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afriphone.com

